



Fondation pour l'agriculture  
et la ruralité dans le monde

« Quel cadre pour les politiques agricoles, demain, en Europe et dans les  
pays en développement ? »

Colloque des 27, 28 et 29 novembre 2006  
organisé par Notre Europe, Pluriagri et FARM

**Intervention d'Erik ORSENNA, écrivain, membre de l'Académie française, vice président de la  
Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM)  
29 novembre 2006**

Je vais être bref. Je voudrais vous dire trois choses.

La première concerne le rendez-vous extrêmement important entre l'Union Européenne et les pays ACP. Les négociations des Accords de partenariat Economique (APE) définiront le cadre des vingt prochaines années. Des personnes ne voudront pas y participer. Soit. Notre position, à nous à FARM, sera, bien évidemment, d'y assister. Nous ferons tout, aussi, au travers de cette fondation pour aider ces négociations, aider à préparer ceux qui souhaitent y participer. Beaucoup des actions possibles vont être déterminées pendant cette période. Mais, immédiatement, se pose la question de savoir pourquoi faut-il se laisser contraindre à un rythme et un ordre du jour ? Pourquoi entrer dans ces négociations ? Pourquoi se précipiter joyeusement dans la seringue ? La réponse est le commerce bien sûr. Je voudrais qu'à l'occasion de ces négociations nous nous posions quelques petites questions gênantes. Par exemple, s'il y a des règles du jeu qui sont définies, que se passe-t-il quand des Etats ou des groupes d'Etats ne les respectent pas ? Nous avons vu cela avec l'OMC, à quoi sert de déterminer comme illégales un certain nombre de règles, de mesures ? Cela ne sert à rien. Donc à quoi servent des négociations commerciales ? Il s'agit là de ma première question.

J'en aurai une autre à vous soumettre. De quoi faisons-nous commerce ? Nous faisons commerce de matières premières agricoles. Mais, le cadre de ce commerce est une autre matière première, la monnaie. Personne n'aborde les questions monétaires, comme si le commerce mondial est hors monétaire. J'ai été élevé dans la passion de l'Europe qui a été fondée sur deux éléments concrets : la PAC et le système monétaire européen, qui est un élément de vraie volonté. Or, maintenant, nous avons retiré la monnaie du cadre politique. Nous nous trouvons dans une situation invraisemblable où les pays les plus nécessaires de la planète sont reliés, via le CFA, à la monnaie la plus surévaluée de la planète, l'euro. De plus avec la politique de l'euro très fort qui est celle de la Banque centrale européenne on ne peut prévoir aucune amélioration. Cette politique de l'euro fort est destinée à lutter contre l'inflation. Mais où est l'inflation ? A quoi sert de se battre des années pour des règles commerciales qui sont premièrement bafouées et deuxièmement remises en cause par des manipulations monétaires ? Il faut avoir soit de l'aveuglement soit un sens de la bataille ancré en soi pour continuer. Autre point à interroger dans ce qui accompagne le commerce. Pourquoi les négociations qui s'ouvrent en ce moment ont moins d'écho que les

négociations des conventions antérieures ? Dans ces dernières, le commerce était présent, certes, mais il y avait d'autres éléments qui l'accompagnaient tels les mécanismes de stabilisation des cours, les mécanismes de lissage. En 1981, je rentrais dans le cabinet de M. Jean-Pierre Cot, pendant deux ans je me suis occupé d'un petit mécanisme beaucoup décrié depuis, le Stabex. Pourtant, le Stabex rendait des services. N'y aurait-il pas d'autres mécanismes de ce type pour accompagner des cours de matières premières qui sont des cours extrêmement instables ? En ce qui concerne l'instabilité, je voudrais que ne soit pas seulement traitée celle des cours, mais que soit également abordée l'instabilité monétaire. Grâce aux études de Reynald Evangelista, nous savons clairement que la situation du paysan qui cultive le coton est meilleure avec un cours de 55 cents de dollar et un taux de change de 1,15 dollar pour un euro, qu'avec un cours, comme aujourd'hui, de 58/59 cents de dollar et la parité actuelle entre euro et dollar. A quoi cela sert-il de ne pas aborder cette question centrale ? Cela fait montre d'un aveuglement et d'une impuissance généralisée.

Dernier point, j'aimerais que la réalité des paysans soit plus débattue. Qui sont les paysans ? Ceux sont des personnes qui nourrissent d'autres personnes. Les personnes qui auront besoin d'être nourries seront de plus en plus nombreuses. Comme Edgard Pisani l'a souligné, dans son intervention précédente, il existe deux tabous, un monétaire et un autre démographique. Qui nourrira la population en Afrique, population amenée à doubler dans les prochains vingt-cinq ans ? Toujours les paysans, et qui seront-ils ? Les paysans du Nord avec leurs exportations massives ou les paysanneries du Sud avec un soutien nécessaire ? Car il n'existe aucune paysannerie, de par le monde, qui ne soit soutenue.

Je voudrais clore ce tout petit exorde en vous disant que chez nous les paysans seront toujours soutenus, d'une manière sans doute vouée à changer. Pourquoi un tel soutien ? Parce que le paysan, et ce dans toutes les sociétés, est toujours un garant d'une certaine identité, d'un certain équilibre des civilisations. Pour nous, il représente un enjeu lié à une part économique croissante et aux problématiques environnementales et énergétiques. Dans le Sud, le paysan n'est pas une question d'identité ou d'équilibre, il est une question de survie.

Je vous remercie.